

POURQUOI L'UPR APPELLE-T-ELLE À LA SORTIE DE L'UNION EUROPÉENNE, DE L'EURO ET DE L'OTAN ?

L'Union européenne (UE) impose un fonctionnement économique et social dont les Français ne veulent pas



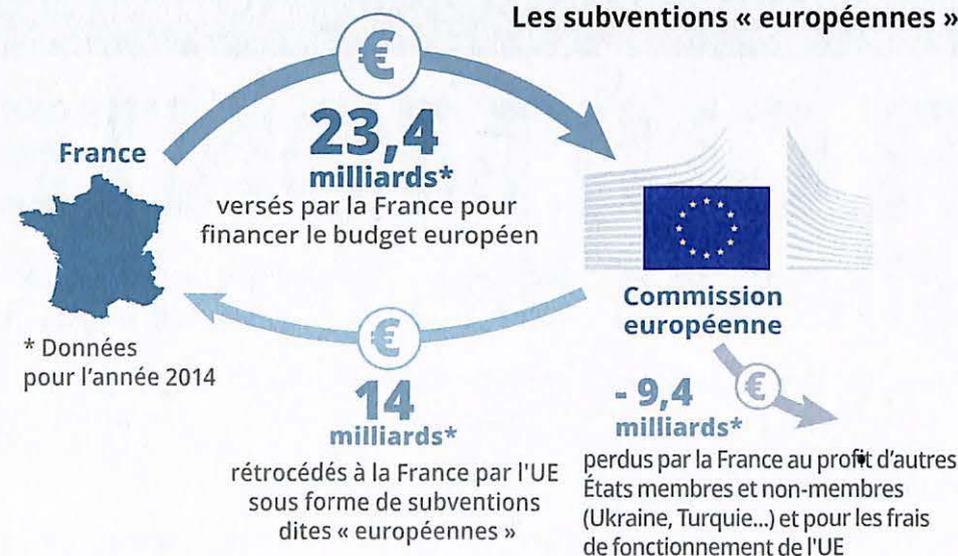
Avec les traités européens, les « responsables » politiques, **de gauche comme de droite**, n'ont pas d'autre choix que de se conformer aux directives de la Commission européenne à Bruxelles, de la Banque centrale européenne à Francfort et de l'OTAN gérée depuis Washington.

« Changer d'Europe » ? C'est mathématiquement impossible

Pour changer les traités européens, il faut l'accord unanime des 28 États membres (art.48 TUE). Changer profondément l'Union européenne impliquerait que les 28 gouvernements de l'UE soient tous d'accord en même temps pour un tel bouleversement, malgré leurs 28 intérêts nationaux contradictoires. **La probabilité mathématique que cela arrive est nulle.** Les 23 ans écoulés depuis le traité de Maastricht de 1992 l'ont d'ailleurs démontré.



Les subventions « européennes » sont en fait payées... par les Français



Sortir de l'UE nous fera économiser 9,4 Mrd d'euros par an, tout **en maintenant intégralement les subventions** versées aux agriculteurs, aux régions, aux chercheurs, etc.

Ces 9,4 Mrd économisés serviront à construire **de nombreux logements sociaux**, à rétablir les services publics et à maintenir le **financement habituel aux collectivités territoriales**.

Notre sortie de l'UE permettra aussi de mettre fin à « l'optimisation fiscale » rendue licite par les traités européens et pratiquée par les grands groupes. Les rentrées fiscales ainsi récupérées se compteront en dizaines de milliards et serviront à **baissier la fiscalité des TPE/PME/artisans/agriculteurs/pêcheurs**.

Sortie de l'Union européenne (UE), la France ne sera pas du tout isolée

Lorsque la France sera sortie de l'UE, elle restera liée aux 195 États du monde par 6 653 traités internationaux.

La France conservera des relations diplomatiques avec 190 États et conservera ses 165 ambassades et ses 145 consulats et sections consulaires à l'étranger. **Elle restera membre de l'ONU et de dizaines d'organisations internationales multilatérales** (OMC, FMI, BANQUE MONDIALE, AIEA, INTERPOL, FAO, UNESCO, OMS, etc.).

D'ailleurs, la Suisse, qui n'est ni dans l'UE ni dans l'euro ni dans l'OTAN, est-elle un pays isolé ? C'est l'un des pays qui accueille le plus grand nombre de conférences internationales !

6 653
traités internationaux
avec TOUS les États du monde

4 877 traités bilatéraux
1 776 traités multilatéraux hors UE



NON aux grandes régions, aux Eurorégions et au démantèlement de la France

Fusionner les communes, supprimer les départements et créer des grandes régions ? **Toutes ces décisions**, en cours ou en projet, **sont imposées aux Français** sans leur demander leur avis ni leur expliquer l'objectif final poursuivi. Et pour cause ! Cette réforme territoriale vise rien moins qu'à **démanteler, progressivement et en catimini**, la République française.

Cette réforme s'accompagne de la négociation, dans le dos des peuples, du **marché commun euro-américain** (traité transatlantique TAFTA) et de la promotion constante de l'américain d'un côté, et des langues régionales de l'autre. L'objectif est de fragmenter et dissoudre la France dans des « États-Unis d'Europe » soumis à Washington et à une oligarchie financière tyrannique.

Voter pour l'UPR, c'est s'opposer à ce projet qui détruit nos acquis sociaux, sape nos libertés, nous place sous la coupe de l'OTAN, et nous entraîne vers des conflits très graves contre la Russie ou au Moyen-Orient.

Face à la gravité des enjeux, l'UPR appelle les Français à être à la hauteur de leur histoire, en se rassemblant pour que la France reste la France.